

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 27/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### CREALIS

20 rue de bourgogne  
CS 10165  
69800 Saint-Priest

Références : UDR-CRT-25-194-DB  
Code AIOT : 0006104103

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2025 dans l'établissement CREALIS implanté 20 RUE DE BOURGOGNE 69800 Saint-Priest. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite régulière de l'établissement.

Thématiques :

- suivi d'inspections antérieures
- examen du respect de prescriptions relatives à la limitation des rejets d'hexafluorure de soufre (SF6), gaz très peu toxique, mais à très haut pouvoir de réchauffement global
- réglementation atmosphère explosible (ATEX)

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CREALIS
- 20 RUE DE BOURGOGNE 69800 Saint-Priest
- Code AIOT : 0006104103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société CREALIS exploite à SAINT-PRIEST des installations : de stockage, de préparation par mélange et de conditionnement en bouteilles métalliques de gaz, de liquides réfrigérants et de gaz utilisés dans l'industrie électrique (SF6). Certains de ces produits sont des liquides et des gaz inflammables liquéfiés. Des activités de fabrication par simple mélange : de fluides caloporteurs, d'AD-BLUE (eau + urée) et d'antigel (eau glycolée...) pour véhicules sont également mises en œuvre sur le site. À ces activités sont associées des activités de gestion de bouteilles métalliques de gaz réfrigérants, de récupération et de recyclage de gaz usagés.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dispositif de refroidissement – Compteur d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/02/2024, article 7.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Complément au constat n°1 - Surveillance pression des réservoirs de SF6	Arrêté Préfectoral du 01/02/2024, article 7.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Réglementation ATEX - Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Demande d'action corrective	3 mois
13	Modification des risques par mise à l'arrêt d'installations	Code de l'environnement du 19/12/2023, article R.181-46	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance de la pression des réservoirs de SF6	Arrêté Préfectoral du 01/02/2024, article 7.2	Avec suites, Prescriptions complémentaires	Sans objet
3	Raccordement au réseau d'assainissement	Code de l'environnement du 17/04/2025, article R181-46	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Collecte et évacuation des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 08/11/2007, article 4.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Vérification des canalisations de récupération des écoulements accidentels	Arrêté Préfectoral du 08/11/2007, article 4.3.4	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Protection contre le rayonnement solaire des réservoirs fixes de SF6	Arrêté Préfectoral du 01/02/2024, article 7.1	/	Sans objet
8	Contrôle d'étanchéité des réservoirs fixes de SF6	Arrêté Préfectoral du 01/02/2024, article 8.3	/	Sans objet
9	Limitation de rejet de SF6 à analyse qualité à réception	Arrêté Préfectoral du 01/02/2024, article 8.6	/	Sans objet
10	Quantification des émissions chroniques de SF6	Arrêté Préfectoral du 01/02/2024, article 8.7	/	Sans objet
12	Matériel utilisable en atmosphère	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	explosive			

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

### Il ressort de cette visite trois constats principaux.

Le premier est que l'exploitant aura bientôt achevé de mettre en œuvre l'ensemble des prescriptions visant à réduire les rejets accidentels et chroniques de SF6. Depuis l'inspection du 28/11/2024, les informations retenues et constats effectués montrent que les installations concernées par des retards ont été inactives une partie de l'été 2025 et que les travaux nécessaires sont en voie d'achèvement. L'inspection restera attentive à ce sujet.

Le second est que sur les quelques contrôles effectués, la réglementation ATEX apparaît respectée. L'exploitant doit toutefois être plus rigoureux dans le zonage ATEX de son site, car de ce zonage dépend la réglementation applicable pour les choix de matériels, des points de contrôles spécifiques dans les inspections électriques en dépendent également.

Le troisième est que des zones où des productions de l'établissement ont été arrêtées apparaissent délaissées et que certaines sont devenues des zones de stockage non organisées de divers produits : déchets ou produits plus commercialisés, pièces de rechange.... Certains de ces produits peuvent être dangereux.

**L'exploitant doit donc notifier au préfet les installations définitivement arrêtées, les conditions de ces arrêts ou temporaires ou définitifs...), il doit notamment préciser les conditions de mise en sécurité et les nouvelles affectations des lieux concernés.**

En lien avec ce dernier constat, cette visite a permis de constater qu'une part significative des déchets constatés lors de précédentes inspections ont été enlevés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance de la pression des réservoirs de SF6

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/02/2024, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gaz à effet de serre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 13/11/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 03/02/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><i>"...Pour chaque réservoir fixe d'hexafluorure de soufre, la pression est en continu mesurée, affichée dans l'atelier voisin et enregistrée. ...Cette mesure est complétée par un manomètre sur chacun des réservoirs. Une indication visuelle est positionnée à la PMS (pression maximale de service) sur l'indicateur de pression...."</i></p>

<i>.La sonde de pression et le manomètre doivent être installés au plus tard à la prochaine vidange du réservoir à compter de la notification du présent arrêté. ..."</i>
<b>Constats :</b>  Suite à l'inspection du 13/11/2024, l'exploitant a indiqué que les manomètres et les sondes de pression prévus sur les deux réservoirs en service sont en place. Ce n'est pas encore le cas pour le troisième réservoir, mais celui-ci n'a pas encore été rempli. Pour réaliser ces mises en place d'instrument, l'exploitant a dû légèrement anticipé la ré-épreuve décennale pour un réservoir. Les indicateurs des sondes de pression ont été constatés lors de la visite terrain.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant signalera à l'inspection la date de remplissage du troisième réservoir. Il attestera dans ce cadre la mis en place des instruments requis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Dispositif de refroidissement – Compteur d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/02/2024, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gaz à effet de serre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/02/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>"Le réservoir est équipé d'un dispositif de refroidissement par arrosage (voir article 7.3). Ce dispositif est testé au moins 2 fois par an et au moins une fois un mois avant le 30 avril de chaque année (avant période caniculaire possible).  Ce dispositif fait l'objet d'une analyse des modes de défaillance. Son niveau de confiance est justifié et est d'au moins 3 (10E-3 panne/an). Au besoin des composants de ce dispositif sont doublés.  L'exploitant dispose d'un schéma descriptif qui en montre le fonctionnement, les composants (capteur, automate, pompes, canalisation, alimentation au niveau du puits de pompage...) et les niveaux de confiance associés à ceux-ci. Après déclenchement automatique de ce dispositif, celui-ci s'arrête automatiquement lorsque la pression est redescendue à une valeur déterminée par l'exploitant.  La quantité d'eau pompée dans la nappe phréatique par ce dispositif est mesurée périodiquement, au moins tous les 3 mois et chaque jour en cas de déclenchement. Ces mesures sont tracées et communiquées chaque année à l'inspection des installations classées (comme indiqué dans le rapport du 22 novembre 2023)."</i>
<b>Constats :</b>

La visite terrain a permis de constater que :

- un compteur d'eau avec indicateur de mesure déporté était en place ;

- l'indicateur et l'enregistreur de mesure n'était pas encore en place ;

L'exploitant a indiqué que durant l'été 2025, les réservoirs de SF6 n'étaient pas en service pour cause de la réépreuve décennale qui nécessitait leur vidange. Il n'y a donc pas eu consommation d'eau pour refroidir les réservoir durant l'été 2025.

Il a indiqué qu'il mettra en place cet indicateur/enregistreur avant avril 2026.

L'inspection admet cette réponse compte tenu que d'ici avril 2026, la température extérieure ne justifiera pas l'utilisation d'eau de refroidissement.

L'exploitant a présenté le résultat du test du dispositif de refroidissement mis en œuvre avant la période chaude (test fin avril 2025).

Suite à l'inspection du 13/11/2024, l'exploitant a communiqué à l'inspection une analyse des modes de défaillance du dispositif de refroidissement des réservoirs de SF6 et un plan schématique qui présente le fonctionnement de ce dispositif. Cette analyse est détaillée, elle prend notamment en compte les délais de réparation (les délai pour obtenir, les pièces nécessaires...) , mais les niveaux de confiance des éléments qui constituent de bout en bout ce dispositif ainsi que le niveau de confiance global ne sont pas présentés.

### **Conclusion**

Toutes les dispositions de cet article ne sont pas encore respectées, mais sont sur le point de l'être.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**1 - Établir le niveau de confiance global du dispositif de refroidissement des réservoirs.**

**2 - Achever la mise en œuvre des équipements nécessaires au suivi et de la consommation d'eau de refroidissement.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

### **N° 3 : Raccordement au réseau d'assainissement**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 17/04/2025, article R181-46

**Thème(s) :** Risques chroniques, Protection des eaux, raccordement au réseau d'eaux usées public

### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 16/06/2025

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Reprise de la demande du constat n°5 de la visite du 13/11/2024 - Rapport UDR-CRT-24-189.  Cette demande a trait au projet de raccordement du bâtiment central du site (sanitaires 8 personnes, laboratoire...) au réseau eaux usées public dont le gestionnaire est la Métropole.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que ce raccordement sera effectué avant fin janvier 2026.  Sur le terrain, l'exploitant a montré que l'entreprise chargée du creusement des tranchées nécessaires à la pose des canalisations avait procédé à un tracé de repérage.  L'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas encore de l'autorisation de raccordement à obtenir auprès de la Métropole de Lyon.  Ces éléments, considérés avec les informations recueillies auprès de la Métropole conduisent à considérer que la prescription est satisfaite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le raccordement n'est pas encore effectif, mais les travaux pour celui-ci sont imminents. Par ailleurs, si l'exploitant ne maîtrise pas les délais pour obtenir la convention nécessaire, il doit montrer à l'inspection qu'il a demandé cette convention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Collecte et évacuation des eaux pluviales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/11/2007, article 4.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollution des eaux souterraines</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/07/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4.2.2 - Le réseau de collecte des eaux pluviales présentant un risque particulier de pollution devra être raccordé ou <u>pourra être détourné vers un bassin de rétention en cas de pollution détectée.</u></p> <p>L'exploitant dressera, tiendra à jour et communiquera à l'inspection des installations classées un <u>plan de la zone des eaux pluviales</u> présentant un risque particulier d'entraînement de pollution. Ce bassin de rétention pourra être commun avec celui prévu à l'article 2 paragraphe 4.7.6. Les conditions de rejet des eaux ainsi collectées sont identiques. <u>Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et d'autres polluants devront être traitées avant rejet par des dispositifs capables de</u></p>



<u>retenir ces produits.</u>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par rapport à la précédente visite d'inspection (17/04/2025), la visite terrain a permis de constater que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les déchets liquides sur les aires extérieures sans surveillance susceptibles de recevoir des polluants, ont été éliminés (constat dans la partie sud-ouest du site).</li> <li>• les déchets liquides non-disposés sur rétention dans le hangar à l'angle ouest du site ont été placés sur des capacités de rétention.</li> </ul> <p>L'exploitant a par ailleurs communiqué par mail une facture d'un prestataire (facture SARP du 09/10/2024) qui montre l'entretien des dispositifs débourbeurs/séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Vérification des canalisations de récupération des écoulements accidentels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/11/2007, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollution des eaux souterraines
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/08/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps.</p> <p>Lorsque cette condition ne peut pas être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils devront être visitables ou explorables par tout autre moyen. <u>Les contrôles de leur bon fonctionnement effectués de manière au minimum quinquennale, donneront lieu à un compte-rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</u></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué par téléchargement le 26/05/2025 le rapport de l'inspection par caméra du 24/04/2023 de son réseau de collecte des eaux pluviales.</p> <p>Ce rapport n'identifie pas d'anomalie majeure qui nécessiterait des actions immédiates, mais il identifie dans certaines zones des dégradations qui réclament une intervention ou une surveillance. L'exploitant s'est engagé à réaliser les réparations nécessaires suivant un échéancier dépendant de la criticité des dégradations relevées et à signalé avoir réalisé un programme en ce sens.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant communiquera à l'inspection son programme de réfection du réseau de collecte des eaux pluviales.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Protection contre le rayonnement solaire des réservoirs fixes de SF6**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/02/2024, article 7.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air - Gaz à effet de serre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 7.1 - Protection contre le rayonnement solaire</b>            Dans l'objectif de limiter les émissions fugitives d'hexafluorure de soufre, les réservoirs visés à l'article 5 sont efficacement protégés de l'échauffement provoqué par le rayonnement solaire. Cette protection peut prendre la forme d'une ombrière ou encore d'un revêtement par peinture réfléchissante d'un coefficient de chaleur rayonnée totale supérieur ou égal à 70 %. Dans le cas d'une ombrière, celle-ci limite les effets de convection et les bords du toit dépassent d'au moins 1,5 m la surface projetée au sol du réservoir.            Pour le nouveau réservoir fixe destiné à contenir de l'hexafluorure de soufre (C146), la protection retenue est mise en place avant le premier remplissage de ce réservoir par de l'hexafluorure de soufre.            Pour les réservoirs fixes contenant déjà de l'hexafluorure de soufre (C124 et C145), la protection retenue est mise en place au plus tôt et avant le 1er mars 2025.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite a permis de constater que la toiture requise a été mise en place.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Complément au constat n°1 - Surveillance pression des réservoirs de SF6**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/02/2024, article 7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air - Gaz à effet de serre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 7.2 - Surveillance de la pression des réservoirs</b>            Pour chaque réservoir fixe d'hexafluorure de soufre, la pression est en continu mesurée, affichée dans l'atelier voisin et enregistrée.            Les mesures de pression sont enregistrées à une période qui permet d'identifier et de suivre sur 3 ans les événements qui affectent la pression du réservoir (échauffement et refroidissement journalier en cas de canicule, baisse de pression par arrosage, dégagement soupape, mise à l'arrêt et vidange...).</p> <p>Cette mesure est complétée par un manomètre sur chacun des réservoirs. Une indication visuelle est positionnée à la PMS (pression maximale de service) sur l'indicateur de pression. La sonde de pression et le manomètre doivent être installés au plus tard à la prochaine vidange du réservoir à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><b>(voir constat 2 inspection du 13/11/2024)</b></p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les 2 réservoirs en service, les indicateurs et enregistreurs de pression ont été constatés lors de la visite terrain.</p> <p>La présence des manomètres a été constatée lors d'une précédente visite.</p> <p>La présence des indicateurs de pression et les enregistreurs a été constatée dans l'atelier voisin.</p> <p>Une alarme lumineuse et une alarme sonore sont en place.</p> <p>Les enregistreurs permettent la visualisation sur des courbes de l'évolution de la pression des réservoirs, mais en l'état actuel, ils ne permettent pas de conserver la mémoire des mesures sur 3 ans. L'exploitant a signalé qu'il existait une possibilité de transférer les données des enregistreurs sur une clé USB pour les stocker et les exploiter ensuite.</p> <p>Pour le réservoir encore non rempli de SF6, l'équipement requis n'est pas encore en place.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit se doter des moyens pour permettre d'identifier et de suivre sur 3 ans les événements qui affectent la pression des réservoirs de SF6.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 8 : Contrôle d'étanchéité des réservoirs fixes de SF6**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/02/2024, article 8.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air - Gaz à effet de serre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 8.3 - Contrôle d' étanchéité</b></p> <p>Chaque réservoir de stockage et chaque canalisation pris dans leur ensemble (vanne, raccord visé, soupape, instrumentation, brides...) contenant de l'hexafluorure de soufre fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité au moins une fois par an par des personnes certifiées répondant au processus de certification à l'article 10 du règlement UE n° 517/2014 susvisé.</p> <p>Au moins une fois tous les 3 ans ce contrôle est effectué en période estivale (du 15 juin au 15 septembre) et est étendu par échantillonnage aux réservoirs mobiles contrôlés par échantillonnage (au moins 6 contenants contrôlés par type de contenant et par type d'exposition à la chaleur).</p> <p>Les rapports relatifs à ces contrôles sont communiqués sans délai à l'inspection des installations classées..</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué le rapport 2024 par mail du 31/03/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Limitation de rejet de SF6 à analyse qualité à réception**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/02/2024, article 8.6</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air - Gaz à effet de serre
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 8.6 - Contrôle qualité de l'hexafluorure de soufre</b> Les opérations de contrôle qualité, à réception, ou en d'autres circonstances, sont effectuées de façon à limiter l'hexafluorure de soufre émis à l'atmosphère. L'exploitant justifie chaque année à l'inspection, au regard des analyses pratiquées les quantités prélevées et rejetées à cette fin. Ces justifications sont accompagnées de voies d'amélioration.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté son suivi des émissions de SF6 générés par les contrôles qualité de ce produits (à réception, avant livraison à clients...). Pour le contrôle qualité, il a abouti à une quantité rejetée à cette fin de 39,32 kg de SF6.  Sur la base du rejet de 9,4 tonnes d'équivalent CO <sub>2</sub> par habitant en France en 2023, d'un PRG du SF6 de 23 500 /kg, cette quantité correspond à l'empreinte carbone d'environ 100 eqHa.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Quantification des émissions chroniques de SF6**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/02/2024, article 8.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air - Gaz à effet de serre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les émissions chroniques d'hexafluorure de soufre sont quantifiés annuellement et font l'objet d'un rapport annuel transmis à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de chaque année. Ce rapport : <ul style="list-style-type: none"> <li>• identifie les sources d'émissions chroniques ;</li> <li>• quantifie pour chaque source ou poste d'émission, les émissions et les erreurs quantitatives associées;</li> <li>• propose des voies d'amélioration ;</li> <li>• comporte ou est associé au contrôle d'étanchéité susvisé.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a communiqué le rapport 2024 par mail du 31/03/2025.  Ce rapport indique qu'il a été réalisé conformément à la norme EPA method 21 et est daté du 08/19/2024. Ce rapport est assorti d'une note de CREALIS dans laquelle sont exposées des voies pour réduire ces rejets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Atmosphère explosible
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 48 de l'arrêté du 4 octobre 2010</b> <b>Localisation des risques.</b> L'exploitant <u>identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion</u> de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. <u>Ces zones sont matérialisées</u> par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. <u>La nature exacte du risque</u> (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées <u>à l'entrée de ces zones</u> et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  <u>Plan de zonage</u> En réunion préalable à la visite terrain, l'exploitant a présenté son plan des zones ATEX. Globalement ce plan est cohérent avec les zones de risques identifiées dans l'étude des dangers. Ce plan a servi de base pour la vérification de certaines dispositions sur le terrain.  Des moteurs électriques de pompes en périphérie interne de ces zones ne comportaient pas l'étiquetage ATEX. L'exploitant a expliqué que les zones où se trouvaient ces moteurs étaient éloignées des zones où sont présents des gaz inflammables liquéfiés et que ces zones étaient davantage définies par des considérations relatives à la circulation des personnes, que comme l'application au sens strict de la réglementation ATEX.  <u>Matérialisation des zones ATEX</u> Sur le terrain, les zones ATEX au niveau des postes de dépotage et de remplissage des récipients de gaz inflammables des panneaux ATEX réglementaires étaient bien présents matérialisés au sol et par des panneaux normalisés.  Toutefois, la couleur jaune de certains panneaux était passée (rayonnement solaire).  <u>Règles de base ATEX indiquées sur le terrain</u> Dans les zones susvisées, les règles de base ATEX étaient bien indiquées. L'agent CREALIS (hors accompagnateur) présent dans la zone ATEX visitée, zone de remplissage de bouteilles de gaz inflammables connaissait les dispositions essentielles de prévention ATEX.  <b>Conclusions</b> La définition du zonage ATEX pour les zones de moindre sensibilité est incertaine et ne répond qu'en partie à la réglementation.

Les autres points contrôlés montrent le respect des prescriptions.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant peut conserver le plan qu'il a établi, mais il doit établir au sens de la réglementation ATEX les zones ATEX correspondantes.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Matériel utilisable en atmosphère explosive**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Atmosphère explosible
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 65 de l'arrêté du 4 octobre 2010</b> <b>Matériels utilisables en atmosphères explosibles. »</b> Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>  La visite terrain dans des zones devant être qualifiée ATEX, soit une zone de remplissage de réservoirs mobiles de gaz liquéfié et un poste de dépotage de citernes routières de gaz inflammables liquéfiés, a permis de relever que les matériels constatés (moteurs, éclairage...) portaient l'étiquetage ATEX avec le niveau de protection requis (sauf une poulie retirée le lendemain de l'inspection), l'outillage à main (clés plates ...) constaté étaient en laiton (anti-étincelle).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Modification des risques par mise à l'arrêt d'installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2023, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article R181-46</b> Modifié par Décret n°2023-1419 du 29 décembre 2023 - art. 4 ..... II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

## Constats :

Dans un bâtiment inutilisé dont la toiture en amiante ciment est en mauvais état (zone E1, E2, E3 d'après les repères CREALIS), l'Inspection a relevé :

- qu'un stockage de petites bouteilles de gaz inflammables emballés dans des cartons était partiellement effondré et présent de longue date (poussières) ;
- un bidon de 50 litres demi-plein d'acide sulfurique 96 % sur rétention mais dont l'étiquette était très abîmée et présent de longue date (poussières) avec d'autres bidons vides ;
- des emballages au sol en carton endommagés par l'eau ;
- un stockage dont l'accès est difficile (encombrement) de pièces en plastique (déchets ou non ?) ;
- des installations délaissées (tuyauteries et instruments corrodés...).

Les photos ci-jointes montrent cette situation.

Par ailleurs le site comporte diverses zones qui apparaissent délaissées : rouille, poussières, tableau électrique ouvert au demeurant déconnecté, bouteilles de gaz vides, toiture en mauvais état...). Ces zones correspondent à des installations qui ne sont plus utilisées ou qui ne le sont qu'occasionnellement ou qui sont en attente d'un redémarrage éventuel.

Les incertitudes inhérentes à cette situation posent des problèmes de sécurité : incertitude dans la définition des périmètres de contrôle électrique, des appareils à pression réformés ou non, possible présence dans ces zones de produits combustibles ou dangereux ou de déchets.

**Réglementairement, la mise à l'arrêt définitif d'installations, le déplacement ou la création de zone de stockage de produits dangereux (déchets ou produits valorisables), constituent des modifications apportées à l'installation.** Ces modifications sont susceptibles d'entraîner des changements notables des éléments du dossier d'autorisation et des conditions dans lesquelles l'installation est autorisée. **A ce titre elles doivent être portées à la connaissance du préfet et de l'inspection sous la forme d'un dossier de modification (cf. art. R.181-46 du code de l'environnement).**

Par ailleurs, si ces modifications conduisent à la suppression d'une rubrique de classement, elles doivent faire l'objet d'une cessation partielle d'activité et les ATTES correspondantes doivent pouvoir être produites (cf. art. R512-39-1 à 3 code de l'environnement).

## Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit donc :

- au plus tôt, mettre en sécurité les produits dangereux (délai : 1 mois)
- adresser au préfet et à l'Inspection un "porter à connaissance" qui indique les installations qu'il a arrêtées et les conditions de ces arrêts (enlèvement des déchets et des équipements, mise en sécurité, déconnexion des réseaux électriques, des réseaux d'eau...) (délai : 3 mois)
- présenter (le cas échéant) les ATTES requises.

Le porter à connaissance à établir doit pour chaque zone :

- définir les zones et équipements délaissés ;

- préciser les dispositions de mise en sécurité (vidange, nettoyage, déconnexion électrique, maintien ou non de mise à la terre, ...) ;
- préciser si ces zones et matériels qui y sont présents sont encore concernés par les inspections électriques, ATEX, foudre, appareils à pression...;
- les produits encore présents ou nouvellement déposés dans ces zones : produits en attente de vente, déchets..., pièces de rechanges diverses ...;
- les connexions subsistantes aux réseaux d'eaux (alimentation, rejets..., bras mort sur réseau d'eau...) ;
- les changement, le cas échéant, des rubriques ou des volumes de classement ICPE.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois